

20 milliards d'euros d'économies en 2025 : Bercy veut s'attaquer au millefeuille administratif

Bastien Scordia

Nouveau tour de vis en vue pour les dépenses publiques. Après le plan d'économies de 10 milliards d'euros sur les dépenses de l'État en 2024, le gouvernement Attal prévoit des coupes budgétaires accrues en 2025. Des coupes qui devraient être supérieures à l'effort initialement envisagé par l'exécutif. *“Ça n'est jamais agréable ni sympathique mais c'est tout simplement nécessaire”*, a affirmé le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, mercredi 6 mars, à l'occasion d'une audition par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Il était invité à justifier les annulations de crédits à hauteur de 10 milliards d'euros actées par décret le 22 février aux côtés du ministre délégué chargé des Comptes publics, Thomas Cazenave, qui est donc venu mettre un chiffre sur la mauvaise nouvelle à venir. Ces annulations de crédits pour le budget 2024 *“ne sont qu'une première étape”*, a ainsi expliqué le ministre délégué, avant d'annoncer que les économies à réaliser devraient atteindre en 2025 quelque 20 milliards d'euros au lieu des 12 milliards envisagés jusqu'alors.

“Nous sommes entrés dans un nouveau contexte de finances publiques marqué par une conjoncture moins favorable et des taux d'intérêts élevés”, a développé Thomas Cazenave devant les députés, avant de leur confirmer : *“Je dois vous dire en transparence que nous devons vraisemblablement porter notre effort de 12 à au moins 20 milliards d'économies supplémentaires”* l'année prochaine. Et contrairement aux 10 milliards d'euros d'économies de 2024, qui ne pèsent que sur le budget de l'État, a expliqué Bruno Le Maire, *“tout le monde devra participer”* à l'effort en 2025, l'État comme les collectivités ou la Sécurité sociale.

Des strates locales au “coût vertigineux”

“On va devoir changer de logiciel et sortir de l'addiction à la dépense publique”, a prévenu le ministre en évoquant la nécessité d'*“interroger toutes nos politiques publiques”* mais aussi l'organisation administrative du pays dans une logique d'économies. Bruno Le Maire a ainsi insisté sur le besoin de travailler sur *“l'organisation de l'État”*, sur *“le nombre de strates administratives”*, *“locales”* comme *“nationales”*. L'occasion pour le locataire de Bercy de (ré)ouvrir le débat sur la simplification du millefeuille territorial.

“Est-il légitime, juste et raisonnable que nous gardions encore un tel empilement d'échelons d'administrations locales ? a-t-il lancé aux députés. Pour la moi, la réponse est non.” Le ministre est encore revenu sur le sujet lors de son audition, ce même 6 mars, par la commission des finances du Sénat. Et ce notamment à la faveur d'une question du sénateur Christian Bilhac (PRG),

qui a demandé s'il n'y avait *“pas trop de strates en France”*.

“Vous me dites qu'il faudrait peut-être supprimer des ministères, des opérateurs, ça ne me pose aucun problème”, lui a ainsi répondu Bruno Le Maire. Mais, a-t-il ajouté, *“peut-être qu'il faudra aussi regarder entre communes, communautés de communes, EPCI, départements et régions s'il n'y a pas lieu aussi de simplifier les strates locales”*. Selon le ministre, il faudrait *“probablement un projet plus ambitieux”*. *“Je suis prêt à ce débat”*, a-t-il assuré en affirmant sa conviction que *“l'accumulation de strates administratives nationales comme locales a un coût vertigineux”*.

Big bang territorial ?

“Si nous avons tous collectivement le courage de simplifier l'organisation administration de la nation, nous ferions des économies”, a-t-il développé devant les sénateurs. Bruno Le Maire s'est également dit *“prêt à ce que l'on réveille tout le monde de sa torpeur estivale”* pour préparer le budget 2025 et *“pour avoir ce débat”* sur la simplification du millefeuille administratif.

Cette réflexion sur les strates administratives devrait d'ailleurs rapidement resurgir, notamment à la faveur des conclusions de la mission Woerth sur la décentralisation et de la mission Vautrin-Ravignon sur le coût du millefeuille administratif... ou plutôt de la mission de Boris Ravignon, le maire de Charleville-Mézières pilotant seul cette mission depuis la nomination de Catherine Vautrin au gouvernement comme ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Les conclusions de ces 2 missions sont attendues au printemps.

Missionné par Emmanuel Macron, l'ancien ministre Éric Woerth avait pourtant tenté de rassurer les élus locaux sur l'avenir du millefeuille territorial. Le député Renaissance a promis à plusieurs reprises qu'il n'y aurait pas de nouveau big-bang territorial. Les propos de Bruno Le Maire rebattent aujourd'hui les cartes et promettent de susciter l'inquiétude au sein de la sphère locale.